

Blocages sur la commission Braudel (1968-1969) L'histoire scolaire au cœur des enjeux des sciences de l'homme

Patricia Legris

L'auteur

Patricia Legris est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Rennes 2 et membre du laboratoire TEMPORA (EA 7468). Ses travaux portent sur l'histoire de la discipline historique en France au XX^e siècle, sur les réformes éducatives et sur les écoles maternelles depuis les années 1940. Elle a notamment publié *Qui écrit les programmes d'histoire ?* (Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. « Enseignement et réforme », 2014), et dirigé avec Jérémie Dubois, *Disciplines scolaires et cultures politiques : des modèles nationaux en mutation depuis 1945* (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018).

Résumé

Cet article revient sur la commission « sciences de l'homme » présidée par l'historien Fernand Braudel en 1968-1969. Cette commission disciplinaire, chargée par le ministre Edgar Faure de réformer l'enseignement de l'histoire-géographie en y intégrant les sciences sociales, s'inscrit dans le sillage des demandes émises par les pères des Annales depuis les années 1920. Cependant, la tenue et le devenir de ce groupe n'est pas simple en raison de l'émiettement de la profession des professeurs du secondaire, de la multiplication des écoles historiques et de la politisation des sciences sociales, notamment de l'École pratique des hautes études (EPHE) alors dirigée par Fernand Braudel. L'échec des travaux du groupe s'explique par les tensions entre ses membres mais également par le blocage mis par le pouvoir exécutif.

Mots clés : Braudel ; réforme ; discipline scolaire ; histoire ; sciences sociales.

Abstract

This article revisits the “Human Sciences” commission presided over by the historian Fernand Braudel in 1968-1969. This disciplinary commission, which was tasked by the minister Edgar Faure with reforming instruction in the field of “history-geography” via the integration of the social sciences, was in keeping with wishes first expressed by the fathers of the Annales school in the 1920s. Yet the group's meetings as well as its fortunes were complicated by the crumbling profession of secondary school teachers, the proliferation of historical schools and the politicization of the social sciences, including the EPHE, which was at the time headed by Braudel. Tensions between the group's members and the stumbling blocks placed in its path by the executive power ultimately derailed its efforts.

Keywords: Braudel; reform; school discipline; history; social sciences.

Pour citer cet article : Patricia Legris, « Blocages sur la commission Braudel (1968-1969). L'histoire scolaire au cœur des enjeux des sciences de l'homme », *Histoire@Politique*, n° 37, janvier-avril 2019 [en ligne]

La réforme de l'institution scolaire, organisée autour de deux ordres d'enseignement sous la III^e République, est une revendication récurrente depuis les années 1920. Des projets pour transformer l'École ont vu le jour aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale et durant la IV^e République, mais aucun n'a véritablement abouti, notamment en raison de blocages politiques. Les débuts de la V^e République sont en revanche marqués par des changements significatifs : la réforme Berthoin de 1959 puis celle de Capelle et Fouchet en 1963 réorganisent la scolarisation, désormais obligatoire, des élèves âgés de 11 à 16 ans. L'École a notamment pour mission, selon les responsables et experts politiques, de former une main-d'œuvre qualifiée appelée à travailler dans une économie française en restructuration.

Dans ce nouveau contexte, plusieurs disciplines scolaires sont profondément remaniées par des commissions afin de moderniser l'institution scolaire, et d'autre part, de mettre en cohérence les savoirs scolaires avec les savoirs universitaires. Ce type de commission n'est pas nouveau : la réunion de commissions pour définir des contenus est une pratique qui remonte déjà au premier XIX^e siècle. Mais, jusque dans les années 1960, celles-ci sont officieuses, généralement sous la conduite d'un inspecteur général. La mise en place en 1966 de la commission Lichnerowicz, première des « grandes commissions », rompt avec cette habitude en confiant publiquement la conduite du groupe à une personnalité reconnue pour ses recherches¹. Cependant, il serait erroné de croire à un bouleversement radical de toutes les disciplines scolaires à la fin des années 1960. Les choses sont plus complexes, en particulier pour ce qui concerne l'histoire.

Parmi les commissions ayant travaillé à cette époque, la commission Braudel est méconnue – contrairement aux trois « grandes commissions » réunies entre 1966 et 1970 : Lichnerowicz (mathématiques), Emmanuel (français), Lagarrigue (sciences physiques et technologie), qui ont conduit à enseigner les mathématiques modernes aux élèves et à tenir compte des apports de la linguistique en français. Discipline enseignée de la 6^e à la terminale, l'histoire figure parmi les disciplines centrales de l'institution scolaire française depuis les années 1860. La finalité civique qui lui est assignée depuis le XIX^e siècle accorde une importance non négligeable à la formation d'un citoyen éclairé et engagé dans la Cité. Ce but est particulièrement visible à la lecture des programmes, qui sont nationaux et obligatoires. Ces textes officiels organisent l'apprentissage de l'histoire de manière chronologique. Les savoirs dispensés sont majoritairement ceux d'une histoire politique centrée sur les nations occidentales jusque dans les années 1950. Cependant, le consensus majoritaire qui règne jusque-là au sein de la corporation des historiens et des enseignants d'histoire-géographie est alors contesté et des voix discordantes, émanant d'universitaires et de professeurs du secondaire, se prononcent pour la transformation des savoirs scolaires.

La commission Braudel voit le jour dans ce contexte de bouleversements politiques et éducatifs des années 1960. Conduite par un historien contesté, – car ne représentant pas le courant historiographique majoritaire dans le monde universitaire français –, mais de renommée internationale et président de la Maison des sciences de l'homme depuis 1963, la commission Braudel succède à la commission Renouvin mise en place en 1967. Les réunions qui ont rassemblé ses membres, de l'été 1968 à l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République en juin 1969, n'ont débouché sur

¹ Philippe Alix, Renaud d'Enfert, Hélène Gispert, « Des commissions pour réformer les disciplines (1945-1980) », dans Renaud d'Enfert et Joël Lebeaume (dir.), *Réformer les disciplines à l'épreuve de la modernité, 1945-1985*, Rennes, PUR, 2015, p. 93-101.

aucune proposition structurée et connue du grand public. La dimension parfois informelle du groupe ne signifie pas pour autant que l'historien ne dispose pas aujourd'hui de sources pour l'étudier. En effet, le dossier de la commission « sciences de l'homme » du fonds Braudel est conservé à l'Institut de France. Nous n'avons consulté que trois comptes rendus des séances tenues entre mars et mai 1969². Le décalage dans le classement entre l'inventaire dressé par la veuve de l'historien et l'ordre des versements ne nous a pas permis de trouver davantage d'archives à ce sujet. Cependant, ces comptes rendus sont très instructifs car ils reprennent les échanges entre participants de manière très détaillée. Les sources orales constituent un deuxième type de sources, qui comprend à la fois des entretiens réalisés par des chercheurs de l'Association Georges-Pompidou et des entretiens effectués entre 2007 et 2009 avec la veuve et la fille de Fernand Braudel, Paule et Françoise, ainsi qu'avec l'historienne Suzanne Citron dans le cadre de notre thèse. Croisées avec les archives écrites du fonds Braudel, elles livrent un témoignage plus intime de cette commission et permettent de mieux comprendre les silences des archives écrites tout comme la position de l'équipe proche de Georges Pompidou à l'égard de la réforme de l'histoire scolaire.

Cette contribution se propose de revenir sur l'histoire de la commission Braudel. Le fait que ses discussions n'ont pas abouti ne peut se comprendre qu'en les plaçant dans un contexte plus général. Il ne s'agit donc pas ici de comprendre ce qui se déroule durant les cours d'histoire, ni dans la profession enseignante, mais de cerner les enjeux dans lesquels s'inscrit une commission chargée par le ministre de l'Éducation nationale Edgar Faure de rénover l'histoire et la géographie scolaires dans l'enseignement secondaire général. Prise dans la tourmente des années 1968-1969, la commission Braudel s'est retrouvée au cœur de divisions multiples, à la fois historiographiques, scientifiques, corporatistes mais également politiques. Nous verrons d'abord que les propositions de réforme de l'histoire scolaire en faveur d'une affirmation de l'École des Annales sont bien antérieures à 1968 et à la commission Braudel. Mais le contexte d'alors rend plus complexe l'élaboration de projets aboutis et consensuels.

L'histoire scolaire en débat bien avant 1968

Il serait erroné de croire que les projets de réforme des disciplines scolaires n'émergent qu'au moment des politiques de réformes éducatives lancées dans les premières années de la V^e République. La volonté des historiens d'adapter les savoirs scolaires à ceux transmis à l'Université et dans le monde de la recherche est bien antérieure.

Les demandes minoritaires de Bloch et Febvre

Dès l'entre-deux-guerres, les pères des Annales se prononcent en faveur d'une histoire ouverte aux dimensions sociales, culturelles et économiques. Marc Bloch et Lucien Febvre souhaitent procéder dans les programmes à une sélection drastique

² Pochettes « Réforme de l'enseignement », « Commission de l'enseignement secondaire (Sciences de l'Homme) », Fonds Braudel, Institut de France, en cours de classement lors de la consultation par l'auteure en 2009.

dans les faits politiques à retenir³. Le premier invite à sortir d'une histoire strictement nationale pour permettre aux élèves de mieux comprendre les enjeux contemporains :

« À côté de nous, en Asie, en Afrique, en Europe même, vivent d'autres grands groupes humains, de type bien différent. Ces sociétés-là, rien n'a préparé notre élève à les comprendre, ni même (ce qui est plus grave encore) à les sentir dissemblables de nous⁴. »

Ces critiques formulées dès 1921 dans la revue de la Société des professeurs d'histoire-géographie (SPHG) sont reprises en 1937, lorsque de nouveaux programmes sont écrits par Henri Boucau, Jules Isaac et Albert Trous, tous trois membres de la SPHG et favorables à une histoire scolaire chronologique et politique. *A contrario*, Lucien Febvre et Marc Bloch, qui n'ont pas participé à cette entreprise de rédaction, prônent une histoire davantage sociale, économique et culturelle qui ne se concentre pas uniquement sur l'Europe⁵. Cet appel à un enseignement pluriel des civilisations demeure toutefois minoritaire au sein de la corporation des historiens⁶.

L'histoire reine des sciences sociales

Dans les années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, Lucien Febvre poursuit son entreprise de réforme de l'histoire scolaire. Le contexte est alors différent : d'une part au niveau national, il est proche de Gustave Monod, directeur de l'enseignement secondaire de 1945 à 1952⁷ ; d'autre part, il participe à des réflexions pour insérer éventuellement l'histoire dans un enseignement de sciences sociales. Les propositions de réforme de l'histoire de Lucien Febvre sont en concurrence historiographique avec l'histoire « méthodique ». Par exemple, dans un discours prononcé le 13 juillet 1947 lors de journées d'études consacrées à l'enseignement de l'histoire, l'historien des *Annales* critique le récit factuel de cette école historique :

« Une histoire qui continue à enseigner aux enfants, comme s'il n'y avait rien de mieux, de plus important, de plus nourrissant à leur enseigner, ce que le journal (qui ne prétend pas faire de l'histoire) jette chaque matin en pâture à la curiosité désabusée. La nouvelle qu'un Tel est mort qui fut trois fois ministre. La nouvelle que la princesse X, fille du roi Y, a épousé le prince Z.
[...] Qu'apprenons-nous aux enfants sur la France au temps de François I^{er}, de Louis XIV ou de Charles X sinon cela et rien que cela, fondamentalement⁸. »

Durant les mêmes années, la question d'introduire un enseignement des sciences sociales est posée avec d'autant plus d'acuité que des représentants des sciences

³ Marc Bloch et Lucien Febvre, « Sur les programmes d'histoire dans l'enseignement secondaire », *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire-géographie*, janvier 1921, p. 15-17, « Pour le renouveau de l'enseignement historique », *Annales d'histoire économique et sociale*, 1937, p. 113-129.

⁴ Marc Bloch et Lucien Febvre, « Sur les programmes d'histoire ... », art. cit.

⁵ Marc Bloch, « Note sur la réforme de l'enseignement historique », *BSPHG*, n° 95, mars 1938.

⁶ Par corporation, nous désignons ici à la fois les enseignants d'histoire du second degré ayant reçu une formation initiale dans cette discipline, les historiens exerçant dans l'enseignement supérieur (universités, CNRS, Collège de France, etc.).

⁷ Gustave Monod, « Souvenirs d'un temps révolu », été 1965, dans *Gustave Monod. Un pionnier en éducation*, Paris, CUIP, 1981, p. 82-83.

⁸ Lucien Febvre, « Une réforme de l'enseignement historique : pourquoi ? », *L'Éducation nationale*, n° 26, 25 septembre 1947.

sociales figurent à côté des spécialistes de l'école dans les commissions de réforme⁹ et que l'UNESCO promeut également le développement de cet enseignement, qui se développe alors dans beaucoup d'États en Amérique du Nord et du Sud, en reprenant les arguments de Lucien Febvre en faveur d'une sortie du national. Or, les États-Unis sont considérés par certains historiens des Annales, qui intègrent la VI^e section de l'École pratique des hautes études (EPHE), comme un modèle pour les sciences sociales¹⁰. Parmi eux, Lucien Febvre est l'expert représentant les sciences sociales au sein de la commission consultative pour l'étude des questions d'éducation, de science et de culture auprès de l'UNESCO. En 1952, un comité international d'experts, dont l'inspecteur général d'histoire Louis François fait partie, rédige des propositions en faveur de ce nouvel enseignement. Louis François est un autre acteur actif dans l'ouverture aux sciences sociales :

« Il est évident qu'aujourd'hui notre enseignement doit donner à l'élève tout ce qui lui permettra de comprendre les conditions de l'existence de l'homme, ce qui nécessitait évidemment des notions de sciences humaines [...]. Il ne s'agit pas d'introduire une nouvelle matière de type *social studies*, mais bien d'intégrer à l'enseignement littéraire, historique, géographique, des notions de sciences sociales qui donneront aux élèves des ouvertures sur le monde contemporain qui les aideront à la comprendre, et qui leur permettront de mieux se situer¹¹. »

L'insertion des sciences sociales dans l'enseignement de l'histoire a les faveurs de divers protagonistes, dont celles de hauts fonctionnaires et des historiens des Annales qui se retrouvent alors au sein de la VI^e section de l'EPHE¹².

Fernand Braudel dans les coulisses ministérielles

Fernand Braudel, véritable entrepreneur académique¹³ désireux de promouvoir son courant historiographique à la fois dans le monde universitaire et dans l'espace médiatique, profite de ce contexte favorable aux sciences sociales pour défendre un projet de programme auprès du ministère de l'Éducation nationale. Il trouve en René Billères, radical-socialiste spécialiste des questions éducatives devenu ministre de l'Éducation nationale en 1956, un relais qui partage sa conception de l'histoire : le professeur d'histoire est chargé d'enseigner « la connaissance du présent », ce qui signifie l'ouverture des programmes aux civilisations extra-européennes contemporaines¹⁴. Malgré les réticences de la SPHG, le ministre impose à son directeur du second degré en juin 1957¹⁵ le programme de terminale inspirée très largement de l'histoire des civilisations chère à Clemens Heller. Mais les mobilisations de l'association de spécialistes relayées par de hauts fonctionnaires de la rue de Grenelle conduisent à diluer les innovations du programme de terminale,

⁹ Jean-Michel Chapoulie, « Les nouveaux spécialistes des sciences sociales comme "experts" de la politique scolaire en France 1945-1962 », *Genèses*, n° 64, 2006, p. 124-145.

¹⁰ Alain Drouard, « Réflexions sur une chronologie : le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années 1960 », *Revue française de sociologie*, vol. 23, n° 1, 1982, p. 62.

¹¹ Comité « Éducation », *Compte-rendu sommaire de la réunion du 12 janvier 1954*, 19 janvier 1954, Archives nationales (AN), F17/17809, f. 4.

¹² Brigitte Mazon, *Aux origines de l'école des hautes études en sciences sociales, le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris, Cerf, 1988, 187 p.

¹³ Olivier Dumoulin, « Un "entrepreneur" des sciences de l'homme », *Espaces Temps*, n° 34-35, 1986, p. 31-35.

¹⁴ AN, F17/17508, Annotations manuscrites de René Billères sur le document de Charles Brunold, *Propositions pour de nouveaux programmes d'Histoire*, 4 mai 1957.

¹⁵ AN, F17/17508, Charles Brunold, *Lettre à Jules Isaac*, 24 juin 1957.

qui est, dès sa mise en œuvre dans les classes en 1962, un compromis entre le projet braudélien et la trame classique d'une histoire politique chronologique.

La concurrence entre courants historiographiques est visible aussi lors de la commission Renouvin de 1967. La rivalité pour imposer son courant historiographique dans les programmes s'observe entre les Annales et l'école méthodique, mais également avec Pierre Renouvin, figure centrale d'une histoire de la guerre et des relations internationales renouvelée. Le champ historique universitaire devient dès lors un véritable espace de concurrence académique tout comme les commissions disciplinaires chargées de revoir les programmes. Celles qui concernent l'histoire et les mathématiques sont officiellement mises en place en janvier 1967¹⁶ afin de mettre en adéquation les savoirs scolaires avec les réformes structurelles éducatives des années 1960 qui créent des collèges et changent les modalités du baccalauréat en 1966. Fernand Braudel et Pierre Renouvin y associent chacun des historiens de leurs réseaux respectifs. La commission compte également des inspecteurs généraux, Maurice Crouzet et Louis François, deux personnalités peu représentatives de l'inspection d'histoire. En effet, les deux hommes ne perçoivent pas la commission Renouvin comme concurrente à une compétence des inspecteurs généraux, à savoir l'écriture des programmes, contrairement à leurs dix collègues du groupe « histoire-géographie », tous membres de la SPHG¹⁷ et attachés à cette compétence. Les propositions de la commission, synthèse entre l'histoire conçue par Renouvin et celle défendue par Braudel¹⁸, sont rendues publiques en avril 1967¹⁹ : l'histoire au lycée est centrée sur le monde contemporain, notamment l'histoire politique et celle des relations internationales, avant la classe de terminale qui traite de sept civilisations (Europe occidentale, monde socialiste européen, Amérique anglo-saxonne, Chine, Inde, Amérique latine, Afrique noire).

Des professeurs d'histoire partagés

La commission Renouvin de 1967 illustre les tensions au sein du champ historiographique mais également au sein de la profession enseignante. Alors que jusque-là, les enseignants de ces disciplines étaient majoritairement des agrégés et des certifiés formés à l'Université, adhérents de la SPHG et très attachés à une histoire chronologique franco-centrée, la profession se scinde principalement autour des enjeux pédagogiques. Une partie des « pédagogues » investit l'Institut national de pédagogie (IPN) et met en place des expériences. Une autre invente une nouvelle forme d'engagement, à mi-chemin entre les associations de spécialistes et les mouvements pédagogiques. Cette dernière, incarnée notamment par le groupe Enseignement 70, demeure minoritaire au sein de la profession mais particulièrement active auprès du ministère. Les réactions au projet Renouvin sont l'illustration de ces divisions : adhésion de Jacques Bourraux, chef de file d'Enseignement 70 mais aussi membre de la SPHG, et nette opposition de Suzanne

¹⁶ « Une commission est chargée d'en repenser les programmes et la pédagogie », *Le Monde*, 7 janvier 1967.

¹⁷ Le doyen du groupe est Albert Troux, historien membre de la SPHG. Il est remplacé par Louis François durant l'année 1967.

¹⁸ « La commission présidée par le doyen Renouvin et dont je faisais partie a eu une tâche limitée. Son président a cherché un compromis raisonnable ; il l'a presque trouvé », propos écrits tenus par Fernand Braudel, à la fin de Suzanne Citron, « Dans l'enseignement secondaire : pour l'*aggiornamento* de l'histoire-géographie », *Annales*, n° 1, janvier-février 1968, p. 143.

¹⁹ « Les propositions de la commission de réforme », *Le Monde*, 4 avril 1967, p. 1 et 13.

Citron qui le juge insuffisamment audacieux²⁰. Les reconfigurations professionnelles des années 1960 illustrent la pluralité des conceptions de l'histoire scolaire et de la façon dont elle doit être transmise en classe.

L'entrée des sciences sociales dans l'enseignement de l'histoire clive fortement la profession enseignante. Par exemple, les journées d'études sur l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'instruction civique, organisées finalement du 10 au 14 décembre 1968, devaient se tenir initialement en mars 1968. Elles sont reportées à la demande de la SPHG²¹. L'association perçoit en effet les organisateurs du colloque comme un « petit groupe d'excités remettant en question nos disciplines²² ». La présence de Braudel l'inquiète également et une de ses responsables se dit « prête à dépenser tout l'argent nécessaire pour torpiller le colloque²³ ». En cela, la SPHG refuse que Braudel ne s'immisce trop dans les programmes. Cette opposition est donc portée par une partie des responsables de cette association, également membres de la Société des Agrégés et membres de l'inspection générale, qui ont l'oreille de Georges Pompidou²⁴. Ces journées d'études, qui ne sont pas le résultat de mai 1968, sont en revanche soutenues par le nouveau ministre de l'Éducation nationale Edgar Faure. Cependant, elles ne débouchent sur rien, du fait de l'absence de consensus entre les participants. Cette situation difficile pour réformer l'histoire se complexifie en 1969.

La commission Braudel au cœur d'incertitudes et de tensions

Mouvement pluriel et multiforme dirigé contre le consentement à l'autorité et aux allégeances traditionnelles²⁵, le mouvement de mai-juin 1968 a intimement concerné des représentants des sciences sociales comme Edgar Morin ou Alain Touraine²⁶. La sociologie notamment représente dès lors une discipline fortement critique et 68 amène à la reconfiguration des disciplines des sciences sociales²⁷. L'institution alors dirigée par Fernand Braudel, la VI^e section de l'EPHE, a été fortement engagée dans ce mouvement de contestations²⁸.

²⁰ « Les nouveaux programmes d'histoire et de géographie », *Le Monde*, 27 juin 1967, p. 12.

²¹ Jean-Marie d'Hoop, « Rapport moral du Président », *BSPHG*, n° 216, février 1969.

²² Archives personnelles de Suzanne Citron, R. Debon, A. Gauthier, Y. Perez, Jacques Portes, A. Reynaud, G. Tisserand, *Lettre adressée à Suzanne Citron*, 1^{er} février 1968.

²³ *Ibid.*

²⁴ Celui-ci est resté attaché aux repas rassemblant les membres du réseau Ulm – Louis-le-Grand. Il est attentif aux arguments avancés par Guy Bayet, président de la Société des Agrégés par exemple : Bernard Lachaise, « Les réseaux et cercles d'amis de Georges Pompidou », dans Jean-Pierre Cointet, Bernard Lachaise, Gilles Le Beguec, Jean-Marie Mayeur (dir.), *Un politique : Georges Pompidou*, Paris, PUF, 2001, p. 43-67.

²⁵ Boris Gobille, *Mai 68*, Paris, La Découverte, 2018.

²⁶ Michel Wieviorka, « Mai 1968 et les sciences humaines et sociales », *Socio*, 10, 2018, p. 7-17.

²⁷ « Les années 68 des sciences humaines et sociales », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 26, 2018.

²⁸ Perrine Simon-Nahum, « Un regard sur les enseignements de la 6^e section de l'EPHE », communication lors du colloque *Mai 68. Regards sur les sciences sociales*, Paris, EHESS, 7 mai 2008 ; Valérie Carpentier et Benoît Corvez, « De l'EPHE à l'EHESS : l'esprit de la section », dans Agnès Callu (dir.), *Le Mai 68 des historiens*, Lille, Presses du Septentrion, 2018, p. 195-206.

Le chef de l'EPHE à la tête d'une commission de personnalités clivantes

Dans la continuité, Edgar Faure, ministre depuis le 12 juillet 1968, met en place une nouvelle commission chargée de proposer de nouveaux programmes pour le secondaire et nomme Fernand Braudel à sa tête²⁹. Ce groupe, dont l'existence semble informelle, car nous n'avons pas trouvé d'archives du ministère à son sujet ni d'articles dans la presse, reflète les demandes d'une partie de la jeunesse étudiante engagée en 1968 puisqu'elle se nomme commission « sciences de l'homme ». Il n'est donc plus question de rénover des programmes d'histoire-géographie, mais de réfléchir à l'organisation d'une nouvelle discipline scolaire.

D'emblée, la commission « sciences de l'homme » dispose de peu de relais parmi les dirigeants politiques, étant donné qu'elle ne rassemble que des acteurs marginaux. Son président, Fernand Braudel, ne fait pas l'unanimité chez les historiens comme nous l'avons vu précédemment. Les universitaires qu'il associe sont des figures de la VI^e section de l'EPHE ou des membres du comité de la revue des *Annales* : Marcel Roncayolo est alors pressenti à la tête de la VI^e section de l'École pratique des hautes études et participe à l'élaboration des programmes de sciences économiques et sociales au lycée, Denis Richet est proche de François Furet. Les trois inspecteurs généraux sont des amis de Fernand Braudel : le doyen du groupe histoire-géographie Louis François³⁰ – particulièrement investi dans les réflexions pédagogiques des années 1960, favorable à l'ouverture de l'histoire et de la géographie aux autres sciences sociales, et donc peu représentatif de son groupe –, Maurice Crouzet³¹, à la retraite, et Guy Palmade, normalien, agrégé d'histoire³², convaincu que l'histoire doit s'ouvrir sur l'actualité et sur les autres sciences sociales³³. Les enseignants associés à la commission sont membres de la SPHG mais sont également engagés dans le groupe Enseignement 70, tels Jean Lecuir³⁴ ou Jacques Bourraux, et enseignent pour certains dans les établissements expérimentaux comme Anne-Marie Pavard au lycée expérimental de Sèvres ou Suzanne Citron, agrégée d'histoire enseignant à Enghien, soutenue par Louis François qui l'envoie au mois de juin 1968 comme *missi dominici*³⁵ dans l'académie de Reims recueillir les doléances des professeurs du secondaire qui « étaient tous absolument convaincus qu'il fallait trouver quelque chose de nouveau³⁶ ». Enfin, on trouve parmi les membres Lucile Marbeau,

²⁹ Nous rejoignons ici Youenn Michel qui voit en Mai 68 un accélérateur à court terme mais un frein à long terme : « Mai 68 et l'enseignement : mise en place historique », *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle*, vol. 41, n° 3, 2008, p. 13-25.

³⁰ « Braudel était un de mes grands amis. Pour beaucoup de mes collègues inspecteurs généraux, j'étais un partisan de l'hérésie braudélienne. » Entretien avec Louis François, 22 mars 1994, dans Laurent Wajnsberg, *L'enseignement de l'histoire dans les lycées de 1945 à 1980 : 35 ans de débats*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction d'Antoine Prost, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, 1994, p. 114.

³¹ Fernand Braudel, « Présence de Maurice Crouzet », *La Revue historique*, n° 507, juillet-septembre 1973, p. 3-6.

³² Guy Palmade, Fiche personnelle, archives conservée à l'Inspection générale.

³³ Guy Palmade, « Histoire et initiation économique », *Les amis de Sèvres*, n° 3, 1967, p. 19-22.

³⁴ Bruno Poucet, « Jean Lecuir », *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, http://maitron.univ-paris1.fr/spip.php?article137238&id_mot=1772 [lien consulté le 13 mars 2019].

³⁵ Patricia Legris, « Louis François et l'histoire. Engagement et tensions autour de la réforme d'une discipline », dans Jean-Paul Martin et Nicolas Palluau (dir.), *Louis François et les frontières disciplinaires*, Rennes, PUR, 2014, p. 59-70.

³⁶ Institut, Fonds Braudel, Réunion du 29 mars 1969.

didacticienne rattachée à l'Institut pédagogique national, discipline et institution peu prestigieuse aux yeux de la corporation historique³⁷.

Le désaveu immédiat de la SPHG

D'emblée, la commission dispose de peu d'atouts. Ses membres, minoritaires dans leurs champs respectifs, ne sont pas soutenus par l'association de spécialistes ni par l'inspection générale. La SPHG critique le groupe car elle estime que les projets ne pourront être enseignés correctement du fait que la majorité des enseignants d'histoire-géographie n'ont pas reçu de formation initiale inspirée de l'histoire braudélienne. L'invitation à en être membre à partir de mars 1969 par Jean Lecuir et Jacques Bourraux, ne fait pas changer d'avis son président Jean-Marie d'Hoop et Marc Bonnefous³⁸ :

« Il ne s'agit que d'un groupe de travail informel, dont la composition, variable, est laissée à la diligence de Monsieur Braudel, et dont ni les buts ni les méthodes de travail ne sont clairement définis. Il ne nous est pas possible dans ces conditions, de lui apporter la caution de notre société et nous avons jugé préférable de renoncer à participer à ces discussions, et éventuellement à des propositions qui ne résulteraient pas d'un travail précis de personnalités représentatives³⁹. »

Ce groupe de travail est donc avant tout un groupe de « copains⁴⁰ », d'interconnaissances. Quant aux autres inspecteurs généraux, à l'exception de Maurice Crouzet et Louis François, ils estiment avoir été dessaisis d'une compétence professionnelle majeure par Edgar Faure et la commission : « L'inspection générale, à l'exception de Messieurs Palmade, Crouzet et François, est hostile à cette commission, pour elle je représente le diable [...]»⁴¹.

Le manque d'enthousiasme chez le président de la commission, perceptible dans les archives, ajoute une autre faiblesse. Fernand Braudel se montre désabusé et est conscient que sa nomination n'est pas le fait de sa légitimité parmi les historiens français mais de son rayonnement international et de son implication auprès des hauts fonctionnaires du ministère, tel le recteur Henri Gauthier qui fut directeur de la pédagogie, des enseignements scolaires et de l'orientation rue de Grenelle en 1967, tout comme de la volonté d'Edgar Faure :

« Je n'ai pas sollicité le ministre d'avoir un rôle quelconque dans la fabrication des programmes, pour la bonne raison que j'ai participé à la fabrication des programmes de la Commission Renouvin. En voyant ce qu'ils sont devenus, cela m'a rendu extrêmement prudent. Je n'ai pas réuni cette commission avec enthousiasme [...]. Le Ministre m'a envoyé une lettre m'investissant d'une certaine mission, j'ai oublié de l'apporter, c'est une lettre générale. Je n'ai pas vu M. Gauthier [...]. J'allais voir le Ministre pour une toute autre chose, il en a profité pour m'imposer la commission. J'ai

³⁷ Patricia Legris, « Où sont les didacticiens ? La (non) prise en compte des travaux de didactique dans l'élaboration des programmes d'histoire », dans Sylvie Lalagüe-Dulac, Patricia Legris, Charles Mercier (dir.), *Didactique et histoire. Des synergies complexes*, Rennes, PUR, 2016, p. 21-30.

³⁸ Jean-Marie d'Hoop, « Lettre du 10 mai 1969 au Ministre de l'Éducation nationale », *BSPHG*, n° 219, juin 1969, p. 873-874.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Paule et Françoise Braudel, entretien avec l'auteure, 3 novembre 2008.

⁴¹ Commission de réforme de l'enseignement secondaire (Sciences de l'homme), présidée par M. le Professeur Braudel, 6 mars 1969, Fonds Fernand Braudel, Institut de France.

dit : Vous n'êtes pas raisonnable ! Ne croyez pas que je jouisse d'une popularité sans mélange auprès des professeurs d'histoire ! Mais il n'a pas voulu me lâcher⁴². »

Enfin, le soutien du ministre Faure n'est pas synonyme de solide appui politique. Nommé après les élections de juin 1968 par le nouveau Premier ministre Maurice Couve de Murville, cet avocat à la cour d'appel de Paris, agrégé de droit romain et d'histoire du droit, membre du parti radical, ne dispose pas de véritable soutien parmi des parlementaires très majoritairement gaullistes et favorables à Georges Pompidou, qui, même s'il est redevenu seulement député du Cantal, demeure le « chef incontournable » des gaullistes depuis 1967⁴³. Il ne semble pas respecté des inspecteurs généraux selon Braudel :

« Si les inspecteurs généraux, je dirai, se permettent de ruer dans les brancards, c'est qu'ils sentent qu'il n'y a plus de ministre, qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent, sinon je me serais fait fort d'aller demander au ministre de trancher [...]. L'inspection générale, à l'exception de Messieurs Palmade, Cruzet et François, est hostile à cette commission, pour elle je représente le diable⁴⁴. »

Au début de l'année 1969, à la fois pour cette commission mais aussi pour d'autres projets éducatifs qu'il défend, Edgar Faure se montre assez imprécis publiquement⁴⁵. Dès mars 1969, Fernand Braudel est conscient de ces faiblesses : « Je veux bien vous aider mais nous ne nous réunirons plus le mardi [...]. Sauvons la face, disons que n'avons pas pu encore arriver à des conclusions⁴⁶. »

La crise politique d'avril 1969 renforce encore l'isolement de la commission des sciences de l'homme.

Le retour de Pompidou

La démission du général de Gaulle de la présidence de la République le 28 avril 1969, à la suite de l'annonce des résultats du référendum sur le Sénat et la régionalisation, provoque de nouvelles élections. Georges Pompidou se déclare dès le 29 avril 1969 candidat pour le camp gaulliste.

La crise est également visible au sein de la commission : Fernand Braudel désapprouve ouvertement les propositions émises par les enseignants et didacticiens : il « [lit le projet soumis par Lucile Marbeau]. Les âges techniques, je ne sais pas ce que c'est ! Humanité, je ne sais pas ce que c'est ! L'homme agricole... La moutarde me monte au nez⁴⁷ ! ». Suzanne Citron se souvient du mépris de Braudel à leur égard⁴⁸.

La commission perd son soutien politique à la suite de l'élection de Georges Pompidou à l'Élysée le 15 juin 1969. Edgar Faure quitte le ministère de l'Éducation nationale le 24 juin. Il est remplacé par Olivier Guichard, un fidèle de Pompidou. Le nouveau ministre met tout de suite fin au groupe de travail de Braudel, sans lettre de

⁴² Institut, Fonds Braudel, *Commission de réforme de l'enseignement secondaire (Sciences de l'homme), présidée par M. le Professeur Braudel*, 29 avril 1969.

⁴³ Gilles Richard, *Histoire des droites en France*, Paris, Seuil, 2017, p. 354.

⁴⁴ Institut, Fonds Braudel, Réunion du 6 mars 1969.

⁴⁵ « On notera la hardiesse du ministre dans le domaine des conceptions générales et son extrême prudence à propos des modalités d'exécution » : « Un tronc commun et des options de la 6^e au baccalauréat », Entretien avec Edgar Faure, *Le Monde*, 22 mars 1969.

⁴⁶ Institut, Fonds Braudel, Réunion du 6 mars 1969.

⁴⁷ Institut, Fonds Braudel, Réunion du 29 avril 1969.

⁴⁸ Suzanne Citron, entretien avec l'auteure, octobre 2008.

remerciement⁴⁹. Fernand Braudel furieux se rend au ministère afin d'obtenir des explications. Il ne sera pas reçu par le ministre⁵⁰.

L'équipe des pompidoliens joue un rôle important dans l'échec de la commission Braudel. Déjà au moment où celui-ci était Premier ministre, le cabinet de Pompidou s'ingère quotidiennement dans les questions éducatives⁵¹ conçues comme un domaine réservé⁵². Ce normalien agrégé de lettres classiques, demeuré « le maître qui enseigne⁵³ », que Braudel qualifie de « réactionnaire comme pas un⁵⁴ », et Henri Domerg, beau-frère de Pompidou chargé de mission de 1962 à 1968⁵⁵, se montrent réticents à tout projet d'ouverture aux sciences sociales :

« Votre méfiance à l'égard des "sciences humaines" ne paraît pas entièrement partagée par M. Peyrefitte ; le désir dont il m'a plusieurs fois parlé de "rénover la pédagogie", légitime en soi, le conduira, s'il n'y prend pas garde, au recours massif aux psychologues et aux sociologues dont nous aurons déjà bien du mal à nous garantir en matière d'orientation⁵⁶. »

Une fois élu président de la République, Georges Pompidou nomme le 27 juin 1969 comme conseiller éducation Jean-François Saglio. Contrairement à Domerg, ce n'est pas un enseignant agrégé mais un ancien de l'École polytechnique, ingénieur du corps des Mines, qui relaie les conceptions en matière éducative du Président. Saglio rencontre fréquemment Guy Bayet, dont il dit qu'« il était vraiment un peu réac mais avait une précision dans l'analyse⁵⁷ ». Dans son travail quotidien, il informe le Président, parfois sous couvert d'Édouard Balladur, alors secrétaire général adjoint du cabinet, des discussions avec l'inspection générale ou les directions ministérielles. Avec cette nouvelle équipe, l'hostilité à l'égard des représentants des sciences sociales se déplace sur le terrain idéologique. Georges Pompidou se prononce pour l'enseignement d'une histoire de facture plus « classique » : « J'insiste pour qu'Histoire et Géographie : la France ; qu'on allège [les programmes] mais sans remplacer l'histoire de France. Pas des histoires de classes sociales et d'événements sociaux. Revenir à l'histoire des grands hommes et événementielle⁵⁸. »

La commission Braudel renvoyée, le Président Pompidou reprend également le contrôle de l'écriture des programmes de collège. Ainsi, un conseil restreint consacré

⁴⁹ Aucune lettre n'a été envoyée aux participants pour leur signaler la fin de la commission. Fernand Braudel a appris cela par téléphone : Paule et Françoise Braudel, entretien avec l'auteure, 3 novembre 2008 ; Suzanne Citron, entretien avec l'auteure, 27 septembre 2007.

⁵⁰ Paule et Françoise Braudel, entretien avec l'auteure, 3 novembre 2008.

⁵¹ Vincent Léonard, *Georges Pompidou et l'Éducation nationale (1962-1974)*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de Bernard Lachaise, Université de Bordeaux III, 1997, 217 f.

⁵² Henri Domerg, Entretien réalisé par Vincent Léonard, 13 février 1997, Association Georges Pompidou.

⁵³ Odile Rudelle, « La culture politique de Georges Pompidou », dans *Un politique : Georges Pompidou*, *op. cit.*, p. 155-168.

⁵⁴ Institut, Fonds Braudel, Réunion du 6 mars 1969.

⁵⁵ Sabrina Tricaud, Émilie Willaert, « Les cabinets de Georges Pompidou à Matignon et à l'Élysée (1962-1974) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 8, mai-août 2009.

⁵⁶ Archives nationales, Fonds Domerg, 574 AP4, Henri Domerg, *Bilan des 9 mois de présence de M. Peyrefitte au ministère de l'Éducation nationale*, 2 janvier 1968.

⁵⁷ Jean-François Saglio, entretien réalisé par Vincent Léonard et Noëlline Castagnez-Ruggiu, 22 janvier 1998, Association Georges Pompidou.

⁵⁸ Intervention de Pompidou vue par la note manuscrite de Saglio sur le conseil restreint du 20 novembre 1969, Archives nationales, 5AG2 article 269, cité par Vincent Léonard, *op. cit.*, p. 171.

à cette question se tient le 15 juillet 1969⁵⁹. Pompidou et Saglio défendent une histoire événementielle centrée sur la France :

« L'histoire [au sein du cabinet du Ministre de l'Éducation nationale], c'est tout sauf l'histoire événementielle, tout sauf l'histoire des hommes, l'histoire, ça doit être le blabla économique, l'histoire des idées. Le président, ça le mettait en fureur et moi aussi⁶⁰ ! »

Il insiste sur le fait que les programmes sont surchargés et qu'il faut « revenir au bon sens » en les allégeant⁶¹. Le 10 septembre 1969, un arrêté publie les nouveaux programmes dans les classes du premier cycle du second degré⁶². Deux autres conseils restreints se tiennent le 11 septembre et le 20 novembre 1969⁶³ durant lesquels Georges Pompidou intervient contre l'insertion de l'histoire sociale dans les programmes de lycée⁶⁴.

La résistance à une histoire scolaire inspirée des sciences sociales n'est pas qu'une manifestation de la défense des « humanités classiques » et d'un enseignement conservateur. Cette opposition est également idéologique : elle vise à effacer les réformes libérales, ou leurs tentatives, portées par Edgar Faure qui incarnent aux yeux des pompidoliens une menace pour l'ordre scolaire⁶⁵.

Le mouvement de 1968 a accentué le clivage autour de la pédagogie et des sciences sociales, mettant fin à la coalition entre une partie des dirigeants gaullistes et des pédagogues pour réformer l'école⁶⁶. Un numéro des *Cahiers pédagogiques*, paru en janvier 1970, témoigne de « la fin du consensus⁶⁷ ». Des enseignants ont le sentiment d'avoir été floués par les inspecteurs généraux en qui ils avaient confiance pour mener une réforme. Engagée lors des événements favorables à la réforme en 1968-1969, Suzanne Citron témoigne dans ce numéro de son amertume :

« La lecture des "nouveaux programmes" d'histoire et de géographie du premier cycle permet de mesurer à quel point le "dialogue", que certains d'entre nous espéraient avoir engagé avec l'inspection générale n'était qu'une pure illusion [...]. Les conditions de parution des "nouveaux programmes", le ton des explications qui les accompagnent, le "contenu détaillé" des programmes confirment que nous sommes en présence de ces "mandements épiscopaux" que l'Inspecteur général Louis François

⁵⁹ Ces conseils se tiennent le 15 juillet, le 11 septembre et le 20 novembre 1969, Archives nationales, 5AG2/ 269.

⁶⁰ Jean-François Saglio, entretien, *op. cit.*, 22 janvier 1998, Association Georges Pompidou.

⁶¹ Archives nationales, 5AG2/269, *Compte-rendu du conseil restreint du 15 juillet 1969*, cité dans Vincent Léonard, *op. cit.*, p. 171.

⁶² « Arrêté du 10 septembre 1969 », *Bulletin officiel de l'éducation nationale*, n° 37, 2 octobre 1969.

⁶³ Selon le Président de la République, « les programmes d'histoire porteront par priorité sur la France, et plus précisément sur la connaissance des événements et des hommes historiques, plutôt que des synthèses économiques et sociales », AN, 5AG2 /261, *Conseil restreint*, 20 novembre 1969.

⁶⁴ AN, 5AG2/269, Jean-François Saglio, *Note manuscrite du conseil restreint du 20 novembre 1969*, cité dans Vincent Léonard, *op. cit.*, p. 172.

⁶⁵ Yann Forestier, « Mai 68 et les paradoxes de la modernisation de l'école », *Carrefours de l'éducation*, vol. 29, n° 1, 2010, p. 34.

⁶⁶ Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation*, Paris, Seuil, 2013, p. 378.

⁶⁷ Antoine Prost, « Décision et non-décision générale. La politique gaullienne d'éducation de 1962 à 1968 », dans *Éducation, société et politiques, une histoire de l'enseignement en France de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 1997, p. 114-132.

disait cependant vouloir dépasser [...]. "Officialisés" selon les procédés ministériels les plus traditionnels, à la suite de synodes tenus dans le secret, ils sont bel et bien la manifestation d'une orthodoxie et d'une légitimité⁶⁸. »

À travers l'étude du cas de l'histoire dans le secondaire, nous rejoignons Antoine Prost :

« Voir dans les événements de 1968 l'origine du mouvement de rénovation pédagogique est donc une grave erreur. La chronologie est inverse. En réalité, le mouvement réformateur en plein essor est la composante idéologique d'un mouvement plus large qui pousse à des changements radicaux et dont mai-juin 1968 est l'aboutissement imprévu⁶⁹. »

Alors que l'ouverture de l'histoire aux sciences sociales était souhaitée à la fois par des acteurs de gauche et de droite, 1968 a idéologisé la question⁷⁰. Dès lors, cette volonté est suspecte aux yeux des personnalités de droite, dont Georges Pompidou. Les sciences sociales et leur didactique suscitent désormais la méfiance à droite et les projets pédagogiques mis en place par l'IPN, qui inspireront largement les programmes de 6^e et de 5^e mis en place sous le ministère de René Haby en 1977-1978, feront l'objet de discrédit et d'un rejet de la part de la profession historienne⁷¹.

⁶⁸ Suzanne Citron, Louis François, « Rénovation ou programmes ? Polémique », *Cahiers pédagogiques*, n° 87, janvier 1970, p. 42.

⁶⁹ Antoine Prost, *Du changement dans l'école. Les réformes de l'éducation de 1936 à nos jours*, Paris, Seuil, 2013, p. 153.

⁷⁰ Antoine Prost, *Regards historiques sur l'éducation en France*, Paris, Belin, 2007, p. 202

⁷¹ Patricia Legris, *Qui écrit les programmes d'histoire ?*, Grenoble, PUG, 2014, p. 73-102.